



Comité : Conseil des expert.e.s sur la sécurité mondiale

2025

Thématique : Comment protéger les civils de l'insécurité ?

Nom de votre think tank/groupe de réflexion : Secrétaire générale adjointe aux opérations de paix

1. De quelle manière votre think tank est concerné.e par le sujet ?

Fondée en octobre 1945 à la suite de la Seconde Guerre Mondiale, l'Organisation des Nations Unies, communément abrégée en ONU ou UN en anglais, a pour but de promouvoir la paix, la sécurité internationale et la collaboration entre ses États membres. L'ONU compte actuellement 193 membres, dont certaines des plus grandes puissances mondiales actuelles comme les États-Unis, la Chine ou encore l'Allemagne.

Très portée sur les questions de sécurité internationales, comme il se doit, l'ONU a créé en 1992 le Département des Opérations de Paix. Plus couramment appelé le DPO, ce département est, d'après le site des Nations Unies, « chargé d'aider les États Membres et le Secrétaire général dans leurs efforts visant à maintenir la paix et la sécurité internationales ». Le rôle officiel du DPO est celui d'instrument opérationnel de l'ONU : il met en place et applique les décisions votées au sein du Conseil de Sécurité. À ce jour, il gère plusieurs missions de première importance à travers le globe, situées surtout en Afrique et au Moyen-Orient.

On peut notamment citer MONUSCO (Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo), qui œuvre en République Démocratique du Congo depuis 2010 à la protection des civils, la reprise de contrôle du territoire par les autorités congolaises, la neutralisation des groupes armés et leur désarmement, notamment grâce à la création d'une Brigade d'Intervention en 2013, et qui mène si besoin des opérations offensives contre ces groupes armés, notamment dans l'est de la RDC.

MINUSCA (Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en Centrafrique), autre mission se tenant elle en République Centrafricaine depuis 2014, vise, elle, à protéger les écoles des forces armées, de prévenir et de combattre les violences sexuelles, à coordonner les différentes forces internationales œuvrant sur le territoire centrafricain et à combattre la menace représentée par les mines et autres engins explosifs dangereux. Cette dernière opération a été réalisée en coopérant avec d'autres organismes des Nations Unies comme le Service de la lutte antimines (UNMAS), illustrant l'importance de la coopération internationale dans la gestion de conflits.

Enfin, depuis 2011, l'ONU soutient également le Soudan du Sud via la mission MINUSS (Mission des Nations Unies au Soudan du Sud), qui vise à protéger les civils, à créer des conditions favorables à l'acheminement en toute sécurité de l'aide humanitaire prévu (eau,

nourriture, soins médicaux) aux personnes dans le besoin et enfin à encourager les femmes, les jeunes et les membres de groupes ethniques marginalisés tels que les Zande ou les Moru à faire entendre leurs voix.

2. Que propose votre think tank ?

Malheureusement, certaines failles du système restent encore à combler. Le but des mesures prises par le Conseil de Sécurité, en particulier lors de ses missions (dont certaines évoquées précédemment) est et reste la sécurité des civils et leur protection, que ce soit contre les violences armées, physiques ou sexuelles. Cependant, l'insuffisance critique de personnel et de matériel dans certaines missions peut rendre la mise en place de certaines mesures difficile.

Par exemple, dans le cas de MONUSCO, les moyens humains sont très limités : selon le site de l'ONU, seuls 17 000 militaires sont déployés, pour un pays comptant plus de 82 millions d'habitants et s'étalant sur plus de 2,3 millions de kilomètres carrés, ce qui donne environ un militaire pour 4800 habitants et 135 kilomètres carrés... De plus, le rapport mentionne également une infrastructure limitée et peu fonctionnelle, ainsi que des services de sécurité locaux très faibles. Augmenter les effectifs semble donc représenter une priorité pour les années à venir, afin de protéger les civils au mieux. Pour améliorer notre perspective de la situation et comprendre comment aborder ces défis, une collaboration avec d'autres think tanks comme l'IHEDN (Institut des Hautes Études de Défense Nationale) et le CSIS (Center for Strategic and International Studies), connus pour leur expertise dans le domaine de la logistique militaire, serait d'une aide précieuse pour l'optimisation des ressources humaines et matérielles.

Ensuite, je pense que le Conseil de Sécurité doit impérativement prendre en compte les avancées technologiques, que ce soit dans les domaines des armes et plus particulièrement de l'utilisation croissante des drones ou dans le domaine de l'émergente intelligence artificielle, qui, selon un rapport publié en juillet 2023 traitant d'une réunion du Conseil et contenant les points de vue des plusieurs commandants de diverses missions (dont, entre autres, celles évoquées ci-dessus), constitue un danger si utilisée à des fins malveillantes. Dans un rapport publié en avril 2025, l'ONU invite d'ores et déjà à maîtriser ces nouvelles ressources.

Les drones représentent selon moi une bonne opportunité de rester en contact avec des personnes vivant dans des zones de conflit en étant utilisés à des fins humanitaires comme par exemple en assurant la livraison de colis de nourriture ou de matériel. De plus, les drones pourraient être équipés de caméras, qui surveilleraient les zones à risque lors de leur survol comme les hôpitaux ou les écoles et repèreraient ainsi d'éventuels groupes armés ou autres menaces. Il faudrait cependant mettre au point une politique internationale d'utilisation des drones pour mettre au point des règles d'utilisation strictes et s'assurer que ce genre de démarche reste éthique et respecte les droits humains. Je suggère la collaboration dans ce projet d'experts en cyber-sécurité et en droit international et avec des think tanks tels que le Royal Institute of International Affairs, qui ont mené des études pertinentes pour ce projet, notamment sur l'évolution des drones et sur leur impact sur les stratégies militaires actuelles.

Toujours dans ce même rapport, le général Lázaro, chef de la FINUL (Force intérimaire des Nations Unies au Liban), souligne l'importance capitale de la lutte contre la désinformation. D'après une enquête menée par l'ONU, près de la moitié des casques bleus, qui sont les forces de maintien de la paix envoyés par les Nations Unies, estiment que la désinformation constitue un phénomène dangereux pouvant mettre leur sécurité en danger. Au Mali, où se déroule la mission MINUSMA, une fausse lettre indiquant que des casques bleus collaboraient avec des groupes armés a ainsi été postée sur Facebook, devenant virale et suscitant de l'hostilité envers les casques bleus. Pour s'assurer que ce genre de situation ne se reproduise pas à l'avenir, il est vital de surveiller ces campagnes de désinformation, souvent créées dans un but malveillant de propagande. Aucune structure spécifique n'existant dans l'ONU, je propose donc la création d'une cellule spécialisée dans la lutte contre la désinformation (CSLD), qui se chargerait de surveiller les réseaux sociaux et les canaux d'informations à l'affût de potentielles campagnes de désinformation, se focalisant sur celles pouvant potentiellement attenter à la sécurité publique, et qui le cas échéant appliqueront des protocoles créés à l'avance pour contrer cette désinformation. Dans ce cadre, une collaboration avec des experts en gestion de de crise de l'information provenant d'autres think tanks comme par exemple l'ICG (International Crisis Group) ou le Carnegie Endowment for International Peace, ou encore des ONG locales, qui peuvent aide l'ONU à mieux comprendre la réalité du terrain, serait plus que souhaitable.